



Assemblée générale

Distr. générale
27 décembre 2006
Français
Original : espagnol

Soixante et unième session
Point 125 de l'ordre du jour

Régime commun des Nations Unies

Rapport de la Cinquième Commission

Rapporteur : M. Diego Simancas (Mexique)

I. Introduction

1. À sa 2^e séance plénière, le 13 septembre 2006, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire à l'ordre du jour de sa soixante et unième session la question intitulée « Régime commun des Nations Unies » et de la renvoyer à la Cinquième Commission.
2. La Cinquième Commission a examiné la question à ses 10^e, 11^e et 37^e séances, les 25 et 26 octobre et 22 décembre 2006. Ses débats sont consignés dans les comptes rendus analytiques correspondants (A/C.5/61/SR/10, 11 et 37).
3. Pour l'examen de la question, la Commission était saisie des documents suivants :
 - a) Rapport de la Commission de la fonction publique internationale pour 2004¹;
 - b) Rapport de la Commission de la fonction publique internationale pour 2005²;
 - c) Rapport de la Commission de la fonction publique internationale pour 2006³;
 - d) État présenté par le Secrétaire général conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, concernant les incidences administratives et financières des décisions et recommandations formulées par la

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-neuvième session, Supplément n° 30 [A/59/30 (vol. I et II)].

² Documents officiels de l'Assemblée générale, soixantième session, Supplément n° 30 (A/60/30 et Corr.1).

³ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et unième session, Supplément n° 30 (A/61/30).



Commission de la fonction publique internationale dans ses rapports de 2005 et de 2006;

e) Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur l'état présenté par le Secrétaire général conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, concernant les incidences administratives et financières des décisions et recommandations formulées par la Commission de la fonction publique internationale dans ses rapports de 2005 et de 2006 (A/61/484);

f) Note du Secrétaire général sur la prime de mobilité et de sujétion (A/60/723);

g) Rapport du Secrétaire général sur le régime des engagements (A/59/263/Add.1);

h) Note du Secrétaire général sur le réseau de direction (A/60/209);

i) Note du Secrétaire général sur le rapport du Groupe chargé d'examiner le renforcement de la fonction publique internationale (A/59/153);

j) Note du Secrétaire général sur les conclusions et recommandations du Groupe chargé d'examiner le renforcement de la fonction publique internationale (A/59/399).

II. Examen du projet de résolution A/C.5/61/L.27

4. À sa 37^e séance, le 22 décembre, la Commission était saisie d'un projet de résolution intitulé « Régime commun des Nations Unies : rapport de la Commission de la fonction publique internationale » (A/C.5/61/L.27), présenté par le Président à l'issue de consultations coordonnées par le représentant de l'Irlande.

5. À la même séance, avant l'adoption du projet de résolution, le représentant des États-Unis d'Amérique avait fait une déclaration pour expliquer sa position (voir A/C.5/61/SR.37).

6. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.5/61/L.27 sans le mettre aux voix (voir par. 8).

7. La recommandation de la Cinquième Commission concernant l'état, présenté par le Secrétaire général conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, des incidences administratives et financières des décisions et recommandations formulées par la Commission de la fonction publique internationale dans ses rapports de 2005 et de 2006 (A/61/281) et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/61/484) figurera dans le rapport de la Commission sur le point 117 de l'ordre du jour (A/61/592 /Add.2).

III. Recommandation de la Cinquième Commission

8. La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

Régime commun des Nations Unies : rapport de la Commission de la fonction publique internationale

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 44/198 du 21 décembre 1989, 51/216 du 18 décembre 1996, 52/216 du 22 décembre 1997, 53/209 du 18 décembre 1998, 55/223 du 23 décembre 2000, 56/244 du 24 décembre 2001, 57/285 du 20 décembre 2002, 58/251 du 23 décembre 2003, 59/268 du 23 décembre 2004 et 60/248 du 23 décembre 2005,

Ayant examiné les rapports de la Commission de la fonction publique internationale pour les années 2004¹, 2005² et 2006³, la note du Secrétariat transmettant le rapport du Groupe chargé d'examiner le renforcement de la fonction publique internationale⁴ et la note du Secrétaire général sur les conclusions et recommandations du Groupe⁵,

Ayant également examiné les notes du Secrétaire général sur le Réseau de direction⁶ et la prime de mobilité et de sujétion⁷,

Réaffirmant son attachement à l'existence d'un régime commun et unifié des Nations Unies qui serve de base pour la réglementation et la coordination des conditions d'emploi dans les organismes qui l'appliquent,

Convaincue que le régime commun est l'instrument qui permet le mieux d'assurer à la fonction publique internationale les services de personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité, comme le prévoit la Charte des Nations Unies,

Réaffirmant le statut de la Commission et le rôle central qu'elle joue, ainsi que l'Assemblée générale, quant à la réglementation et à la coordination des conditions d'emploi dans les organismes qui appliquent le régime commun,

1. *Prend note* des rapports de la Commission de la fonction publique internationale pour 2005² et 2006³;

2. *Invite* le Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, à demander instamment aux chefs de secrétariat d'appuyer pleinement les travaux de

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-neuvième session, Supplément n° 30 (A/59/30), vol. I et II.

² Ibid., soixantième session, Supplément n° 30 (A/60/30).

³ Ibid., soixante et unième session, Supplément n° 30 (A/61/30).

⁴ A/59/153.

⁵ A/59/399.

⁶ A/60/209.

⁷ A/60/723.

la Commission, notamment en lui communiquant dans les meilleurs délais les renseignements nécessaires à la réalisation des études qu'elle effectue dans le cadre de ses responsabilités statutaires à l'égard du régime commun;

I

Conditions d'emploi applicables aux deux catégories de personnel

A

Examen du régime des traitements et indemnités

Rappelant le paragraphe 1 de la section I.E de sa résolution 44/198 du 21 décembre 1989, la section VI de sa résolution 51/216 du 18 décembre 1996, la section I.C de sa résolution 55/223 du 23 décembre 2000, le paragraphe 7 de la section II.A de sa résolution 57/285 du 20 décembre 2002, la section I.C de sa résolution 59/268 du 23 décembre 2004 et la section XVIII de sa résolution 60/248 du 23 décembre 2005;

A1

Étude pilote sur une structure des traitements à fourchettes élargies et un système de rémunération aux résultats

1. *Prend acte* des décisions consignées au paragraphe 42 du rapport de la Commission pour 2005² et au paragraphe 43 de son rapport pour 2006³;
2. *S'inquiète* qu'il n'ait toujours pas été procédé à la sélection du chef de projet mentionné à l'alinéa a) du paragraphe 86 du rapport de la Commission pour 2003⁸, dans le descriptif de l'étude pilote dont elle a pris note au paragraphe 2 de la section I.A de sa résolution 58/251;
3. *Prie* la Commission de nommer un chef de projet exclusivement chargé de l'étude pilote, afin que celle-ci soit menée à bonne fin;

A2

Prestations pour conjoint à charge

Prend note de la décision consignée au paragraphe 3 du rapport de la Commission pour 2005²;

A3

Prime de mobilité et de sujétion

1. *Félicite* le Groupe de travail d'avoir mis au point les modifications qu'il est proposé d'apporter au régime de la prime de mobilité et de sujétion;
2. *Approuve* les définitions de la mobilité et de la sujétion figurant aux paragraphes 76 et 77 du rapport de la Commission pour 2005²;
3. *Approuve également* les arrangements proposés pour les primes de mobilité et de sujétion, l'élément non-déménagement et la prime d'affectation, tels qu'ils sont exposés à l'annexe II du rapport de la Commission pour 2005;
4. *Décide* que le nouveau régime entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2007;

⁸ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-huitième session, Supplément n° 30 (A/58/30).

A4**Indemnité pour frais d'études : examen de la méthode de calcul de l'indemnité**

1. *Prend note* de la décision consignée au paragraphe 110 du rapport de la Commission pour 2005²;

2. *Approuve* l'application, à compter de l'année scolaire en cours le 1^{er} janvier 2007, de la recommandation tendant à ce que la période ouvrant droit à l'indemnité pour frais d'études soit modifiée qui figure au paragraphe 63 du rapport de la Commission pour 2006³;

A5**Indemnité pour frais d'études : révision du montant de l'indemnité**

Approuve l'application, à compter de l'année scolaire en cours le 1^{er} janvier 2007, des recommandations formulées par la Commission au paragraphe 62 et à l'annexe II de son rapport pour 2006³;

B**Arrangements contractuels**

Rappelant le paragraphe 4 de la section I.A de sa résolution 57/285, en date du 20 décembre 2002, la section I.B de sa résolution 59/268, en date du 23 décembre 2004, et la section IX de sa résolution 59/266, en date du 23 décembre 2004;

1. *Prend acte* des décisions consignées au paragraphe 129 du rapport de la Commission pour 2005²;

2. *Prend note avec satisfaction* des travaux de la Commission relatifs au cadre régissant les arrangements contractuels qui figure à l'annexe IV de son rapport pour 2005;

C**Prime de risque : révision du montant de la prime**

Rappelant les sections I.D de ses résolutions 57/285 du 20 décembre 2002, 58/251 du 23 décembre 2003 et 59/268 du 23 décembre 2004;

Prend acte des décisions consignées au paragraphe 147 et à l'annexe III du rapport de la Commission pour 2005², qui entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2007;

D**Droits des fonctionnaires recrutés sur le plan international en poste dans des lieux d'affectation déconseillés aux familles**

Rappelant les paragraphes 5 et 6 de la section X de sa résolution 59/266, en date du 23 décembre 2004,

Décide de reprendre l'examen des droits des fonctionnaires recrutés sur le plan international en poste dans des lieux d'affectation déconseillés aux familles lors de la deuxième partie de la reprise de sa soixante et unième session, après avoir reçu le rapport de la Commission sur la question;

E
Divers

Prie la Commission d'étudier l'efficacité et l'impact des mesures destinées à recruter et retenir plus facilement le personnel nécessaire, en particulier dans les lieux d'affectation difficiles, et de lui rendre compte à sa soixante-troisième session;

II
**Conditions d'emploi des administrateurs
et fonctionnaires de rang supérieur****A**
Évolution de la marge

Rappelant la section I.B de sa résolution 51/216 du 18 décembre 1996 et le fait qu'elle a confié à la Commission le mandat permanent de poursuivre l'examen du rapport entre la rémunération nette des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur des Nations Unies en poste à New York et celle des fonctionnaires de la fonction publique de référence (l'Administration fédérale des États-Unis) occupant des emplois comparables à Washington (« la marge »),

1. *Note* que la marge entre la rémunération nette des fonctionnaires des Nations Unies des classes P-1 à D-2 en poste à New York et celle des fonctionnaires de l'Administration fédérale des États-Unis occupant des emplois comparables à Washington pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2006 s'établit à 14,3 %;

2. *Réaffirme* que la fourchette de 10 à 20 % établie pour la marge entre la rémunération nette des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur en poste à New York et celle des fonctionnaires de la fonction publique de référence occupant des emplois comparables reste applicable, étant entendu que la marge devrait être maintenue aux alentours du niveau souhaitable, le point médian (15 %), pendant un certain temps;

B
Barème des traitements de base minima

Rappelant sa résolution 44/198 du 21 décembre 1989, par laquelle elle a établi des traitements nets minima pour les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur en se référant aux traitements de base nets correspondants des fonctionnaires occupant des emplois comparables dans la ville de base de la fonction publique de référence (l'Administration fédérale des États-Unis),

Approuve, avec effet au 1^{er} janvier 2007, comme l'a recommandé la Commission, le barème révisé des traitements de base minima (montants bruts et montants nets) des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur qui figure au paragraphe 94 et à l'annexe IV de son rapport pour 2006³,

C
Réseau de direction

1. *Prend acte* de la note du Secrétaire général sur le Réseau de direction⁶;

2. *Fait sienne* la décision figurant au paragraphe 211 du rapport de la Commission pour 2006³;

3. *Prie* la Commission de continuer à suivre le projet relatif à l'amélioration des capacités de gestion et de l'efficacité des cadres entrepris par le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, ainsi que de lui présenter des avis et des recommandations selon qu'il conviendra;

D

Équilibre entre les sexes

1. *Prend note* des conclusions figurant dans le rapport de la Commission pour 2006³;

2. *Juge décevants* les progrès accomplis en ce qui concerne la représentation des femmes au sein des organisations appliquant le régime commun des Nations Unies, et en particulier la forte sous-représentation des femmes aux échelons supérieurs;

3. *Se déclare préoccupée* par les conclusions figurant au paragraphe 108 du rapport de la Commission pour 2006;

4. *Prie instamment* la Commission de continuer à formuler des recommandations concernant les mesures concrètes qui devraient être prises pour améliorer la représentation des femmes au sein des organisations appliquant le régime commun des Nations Unies;

E

Indemnités pour enfants à charge et pour personne indirectement à charge : révision du montant des indemnités

Approuve les montants révisés des indemnités pour enfants à charge et pour personnes indirectement à charge indiqués au paragraphe 126 et à l'annexe V du rapport de la Commission pour 2006³;

F

Détermination de la fonction publique la mieux rémunérée

Prend note de la décision de la Commission de mettre fin à son étude des rémunérations totales et de s'en tenir à la fonction publique de référence actuelle;

G

Barème commun des contributions du personnel

Prend note des décisions consignées au paragraphe 70 du rapport de la Commission pour 2006³;

III

Renforcement de la fonction publique internationale

Réaffirmant que le personnel de l'Organisation est une ressource irremplaçable et saluant sa contribution à la réalisation des buts et principes des Nations Unies,

1. *Souligne* que les capacités dont dispose la Commission pour donner des avis sur des questions techniques et sur l'orientation des politiques doivent être encore renforcées;
2. *Insiste* pour que les organes directeurs des organisations appliquant le régime commun accordent aux travaux de la Commission l'importance et l'attention qu'ils méritent;
3. *Décide* d'instituer une limite de deux mandats complets pour la présidence et la vice-présidence de la Commission;
4. *Décide également* que la disposition énoncée au paragraphe 3 ci-dessus s'appliquera aux présidents et aux vice-présidents de la Commission qui seront nommés après le 1^{er} janvier 2008;
5. *Engage* les États Membres à réaliser un meilleur équilibre entre les sexes dans le choix des membres de la Commission;
6. *Prie* les États Membres de tenir compte, lorsqu'ils proposeront des candidatures à des sièges de la Commission, des compétences et de l'expérience définies à l'article 3 de son Statut;
7. *Souligne* qu'il importe de veiller à ce que les candidats aient l'expérience de la gestion et soient habitués à diriger et à assumer des responsabilités, et à ce qu'ils possèdent des connaissances dans au moins un des domaines suivants :
 - a) Gestion des ressources humaines (principes et pratiques);
 - b) Structuration des organisations et gestion du changement (principes et pratiques);
 - c) Direction d'équipe et planification stratégique (principes et pratiques);
 - d) Problèmes internationaux et mondiaux dans les domaines politique, social et économique;
8. *Engage* la Commission à continuer d'examiner ses méthodes de travail en consultation, le cas échéant, avec les représentants du personnel et ceux des organisations appliquant le régime commun.